



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 27 ΙΟΥΝΙΟΥ 1966

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
130

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΙ

4517. Περί κυρώσεως τῆς υπογραφείσης ἐν Παρισίοις, τὴν 22αν Ἀπριλίου 1960, Διεθνοῦς Συμφωνίας «περὶ Πιστοποιητικῶν Πλωϊμότητος εἰσαγομένων ἀεροσκαφῶν» 1

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

537. Περί τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως τοῦ Β. Δ. 543)1965 «περὶ εἰσιτηρίων, προαγωγῶν καὶ ἀπολυτηρίων ἐξετάσεων εἰς τὰ σχολεῖα Γενικῆς Δευτεροβάθμιας (Μέσης) Ἑκπαιδεύσεως. 2
538. Περί ἀρτιεως τῆς ἀναδάσωσης ἐξ ἐκτάσεως 2500 μ2 ἐν θέσει «Καλλιθέα — Λαγκάδι» Αἰγίου. . 3

ΔΙΟΡΘΩΣΕΙΣ ΗΜΑΡΤΗΜΕΝΩΝ

- Διόρθωσις ἡμαρτημένων εἰς τὸ ὑπ' ἀριθ. 276 Β. Δ. . . . 4
- Διόρθωσις ἡμαρτημένων εἰς τὸ ὑπ' ἀριθ. 256 Β. Δ. . . . 5
- Διόρθωσις ἡμαρτημένων εἰς τὸ ὑπ' ἀριθ. 296 Β. Δ. . . . 6

ΝΟΜΟΙ

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 4517

(1)

Περί κυρώσεως τῆς υπογραφείσης ἐν Παρισίοις, τὴν 22αν Ἀπριλίου 1960, Διεθνοῦς Συμφωνίας «περὶ Πιστοποιητικῶν Πλωϊμότητος εἰσαγομένων ἀεροσκαφῶν».

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀποφασίζομεν καὶ διατάσσομεν:

* Ἀρθρον μόνον.

Κυροῦται καὶ ἔχει πλήρη ἰσχὺν νόμου ἡ υπογραφείσα ἐν Παρισίοις τὴν 22αν Ἀπριλίου 1960, Διεθνή Συμφωνία «περὶ πιστοποιητικῶν Πλωϊμότητος εἰσαγομένων ἀεροσκαφῶν», τῆς τὸ κείμενον ἔπεται ἐν Γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ Ἑλληνικῇ μεταφράσει.

Ἡ ἰσχὺς τῆς ὡς ἄνω συμφωνίας ἀνατρέχει εἰς τὴν 22αν Ἰουνίου 1961 ἡμερομηνίαν υπογραφῆς ταύτης παρὰ τῆς Ἑλλάδος.

Ὁ παρὼν Νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' ἡμῶν σήμερον κυρωθεὶς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 21 Ἰουνίου 1966

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ

Β.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ ΥΦΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΠΕΤΤΗΣ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ

ΙΩΑΝ. ΓΙΑΜΑΣ

Ἐδεδωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 23 Ἰουνίου 1966

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

Κ. ΣΤΕΦΑΝΑΚΗΣ

ACCORD MULTILATERAL

Relatif aux Certificats de Navigabilité des Aéronefs Importés

Les Etats Signataires du Présent Accord,

Considérant que la Convention relative à l'Aviation civile internationale, signée à Chicago le 7 décembre 1944, contient certaines dispositions concernant les certificats de navigabilité,

Considérant qu'il n'existe, néanmoins, aucun accord multilatéral concernant la délivrance et la validation des certificats de navigabilité des aéronefs importés d'un Etat dans un autre, et

Considérant qu'il est souhaitable de conclure de tels arrangements en ce qui concerne ces aéronefs,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier

Le présent Accord s'applique uniquement aux aéronefs civils construits sur le territoire de l'un des Etats contractants et importés de l'un des Etats contractants dans un autre, à condition que ces aéronefs :

a) aient été construits conformément à la législation, aux règlements et aux spécifications applicables de navigabilité de l'Etat du constructeur;

b) soient conformes aux normes minima applicables de navigabilité adoptées en vertu des dispositions de la Convention relative à l'Aviation Civile Internationale;

c) puissent répondre aux spécifications des règlements d'exploitation de l'Etat d'importation; et

d) satisfassent à toutes autres conditions spéciales notifiées conformément aux dispositions de l'article 4 du présent Accord.

Article 2

1. Si un Etat contractant est saisi d'une demande de certificat de navigabilité relative à un aéronef importé ou en cours d'importation sur son territoire et destiné à être par la suite immatriculé par lui, il doit, sous réserve des autres dispositions du présent Accord soit:

a) valider le certificat de navigabilité en vigueur dudit aéronef, soit

b) délivrer un nouveau certificat.

2. Toutefois, si le dit Etat opte pour la délivrance d'un nouveau certificat, il peut en attendant la délivrance de ce certificat, valider le certificat en vigueur pour une durée n'excédant pas six mois ou n'excédant pas la durée de validité restant à courir du certificat en vigueur si cette dernière est inférieure à six mois.

Article 3

Toute demande de délivrance ou de validation d'un certificat de navigabilité qui rentre dans le cadre des dispositions de l'article 2 doit être accompagnée des documents spécifiés dans la liste figurant en annexe au présent Accord.

Article 4

Tout Etat contractant saisi d'une demande en vertu des dispositions de l'article 2 du présent Accord peut subordonner la validation du certificat à toute condition spéciale notifiée à tous les Etats contractants et applicable, au moment où il est saisi de la demande, à la délivrance de ses propres certificats de navigabilité. L'exercice de ce droit doit faire l'objet d'une consultation préalable :

a) avec l'Etat qui a fourni à l'aéronef en cause le certificat de navigabilité en vigueur; et

b) à la demande de cet Etat, également avec l'Etat sur le territoire duquel l'aéronef a été construit.

Article 5

1. Chaque Etat contractant se réserve le droit de différer la délivrance ou la validation d'un certificat de

navigabilité dans le cas d'un aéronef importé ou en cours d'importation sur son territoire:

a) s'il apparaît que ledit aéronef a été entretenu dans des conditions inférieures à celles qui sont prévues par les normes d'entretien normalement acceptées par lui;

b) s'il apparaît que ledit aéronef présente des caractéristiques inacceptables pour lui;

c) s'il apparaît que ledit aéronef ne remplit pas les conditions fixées par la législation, les règlements et les spécifications applicables de navigabilité de l'Etat sur le territoire duquel l'aéronef a été construit; ou

d) si le dit aéronef rentre dans la catégorie visée par les dispositions de l'Article premier, alinéa c), du présent Accord et ne peut à ce moment répondre aux spécifications des règlements d'exploitation de l'Etat d'importation.

2. Dans les cas mentionnés aux alinéas a), b) et c) du paragraphe 1 ci-dessus, chaque Etat contractant peut également refuser la délivrance ou la validation d'un certificat de navigabilité après consultation avec l'Etat qui a fourni le certificat de navigabilité en vigueur et, à la demande de ce dernier Etat, également avec l'Etat sur le territoire duquel l'aéronef a été construit.

Article 6

Tout Etat contractant qui valide un certificat de navigabilité en vertu des dispositions de l'article 2 du présent Accord, doit, à l'expiration de la durée de cette validité, soit revalider le certificat en vigueur dans des conditions compatibles avec celles qu'il applique au renouvellement de ses propres certificats, soit délivrer un nouveau certificat. Néanmoins, ledit Etat peut, avant de procéder à cette formalité, consulter l'Etat sur le territoire duquel l'aéronef a été construit ou tout Etat contractant ayant antérieurement immatriculé l'aéronef.

Article 7

Chaque Etat contractant doit, dans toute la mesure du possible, tenir les autres Etats contractants pleinement au courant de sa législation, de ses règlements et de ses spécifications de navigabilité, y compris les règlements d'exploitation complémentaires, ainsi que de tous amendements dont cette législation, ces règlements et ces spécifications peuvent faire l'objet de temps à autre. Il doit également sur la demande d'un Etat contractant qui a l'intention de se prévaloir des dispositions de l'article 2 du présent Accord fournir, dans la mesure du possible, des renseignements, détaillés sur la législation, les règlements et les spécifications de navigabilité ayant servi de base à la délivrance ou à la validation d'un certificat de navigabilité.

Article 8

Un Etat contractant sur le territoire duquel est construit un aéronef exporté dans un autre Etat contractant qui fournit par la suite à cet aéronef, conformément aux dispositions de l'article 2 du présent Accord, un certificat de navigabilité validé doit :

a) communiquer à tous les Etats contractants des renseignements détaillés sur les modifications et inspections obligatoires qui pourraient à tout moment être prescrites pour ce type d'aéronef; et

b) fournir, dans la mesure du possible, à tout Etat contractant qui en fait la demande, des renseignements et des avis au sujet :

1. des conditions dans lesquelles le certificat de navigabilité a été délivré à l'origine pour cet aéronef; et

2. de toute réparation importante qui ne peut être effectuée à l'aide de plans de réparation figurant dans le manuel d'entretien de ce type d'aéronef, ou par le montage de pièces de rechange.

Article 9

La procédure à suivre pour l'application des dispositions du présent Accord peut faire l'objet de communications directes entre les autorités compétentes chargées, dans chacun des Etats contractants, de la délivrance et de la validation des certificats de navigabilité. Aux fins du présent Accord, la décision d'un Etat contractant sur l'interprétation ou l'application de sa propre législation et de ses propres règlements et spécifications de navigabilité est sans appel et fait foi pour les autres Etats contractants.

Article 10

1. Le présent Accord est ouvert à la signature des Etats membres de la Commission européenne de l'Aviation civile.

2. Il est soumis à la ratification des Etats signataires ou à leur approbation en vertu de leurs procédures constitutionnelles.

3. Les instruments de ratification sont déposés auprès de l'Organisation de l'Aviation civile internationale.

Article 11

1. Lorsque le présent Accord réunit les ratifications de deux Etats signataires, il entre en vigueur entre ces Etats le trentième jour qui suit la date du dépôt du deuxième instrument de ratification. A l'égard de chaque Etat qui le ratifie par la suite, il entre en vigueur le trentième jour qui suit la date du dépôt de son instrument de ratification.

2. Dès son entrée en vigueur, le présent Accord est enregistré auprès de l'Organisation des Nations Unies par les soins du Secrétaire général de l'Organisation de l'Aviation civile internationale.

Article 12

1. Le présent Accord reste ouvert à la signature pendant les six mois qui suivent son entrée en vigueur. Il reste ensuite ouvert à l'adhésion de tout Etat non signataire membre de la Commission européenne de l'Aviation civile. Deux ans après son entrée en vigueur initiale, il est également ouvert à l'adhésion des Etats membres de l'Organisation de l'Aviation civile internationale qui ne sont pas membres de la Commission européenne de l'Aviation civile.

2. L'Adhésion de tout Etat est effectuée par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès de l'Organisation de l'Aviation civile internationale et prend effet le trentième jour qui suit la date de ce dépôt.

Article 13

1. Tout Etat contractant peut dénoncer le présent Accord par notification écrite au Président de la Commission européenne de l'Aviation Civile et à l'Organisation de l'Aviation civile internationale.

2. La dénonciation prend effet le trentième jour qui suit la date de réception de la notification par l'Organisation de l'Aviation Civile internationale, mais uniquement à l'égard de l'Etat qui dénonce l'Accord, toutefois :

a) les dispositions de l'article 8 du présent Accord restent en vigueur pendant cinq ans à partir de la date à laquelle la dénonciation prend effet à l'égard des aéronefs pour lesquels un certificat de navigabilité a été validé ou délivré en vertu des dispositions du présent Accord;

b) les dispositions des articles 1 à 7 et de l'article 9 restent en vigueur pendant deux ans à partir de la date à laquelle la dénonciation prend effet à l'égard des aéronefs pour lesquels une demande a été formulée avant cette date en vue de la délivrance ou de la validation d'un certificat de navigabilité en vertu des dispositions du présent Accord.

Article 14

1. Le Secrétaire général de l'Organisation de l'Aviation civile internationale notifie au Président de la Commission européenne de l'Aviation civile, à tous les Etats membres de ladite Commission et à tout autre Etat qui a adhéré au présent Accord :

a) le dépôt de tout instrument de ratification ou d'adhésion et la date de ce dépôt, dans les quinze jours qui suivent cette date; et

b) la réception de toute notification de dénonciation et la date de réception, dans les quinze jours qui suivent cette date.

2. Le Secrétaire général de l'Organisation de l'Aviation Civile internationale notifie également au Président de la Commission européenne de l'Aviation civile et aux Etats membres de ladite Commission la date à laquelle l'Accord entre en vigueur conformément aux dispositions de l'Article 11, paragraphe 1.

Article 15

1. Pour être recevable, une demande de convocation d'une réunion des Etats contractants en vue de l'examen d'amendements éventuels à l'Accord doit être adressée à l'Organisation de l'Aviation civile internationale par vingt-cinq pour cent (25%) au moins des Etats contractants et, au plus tôt, douze mois après l'entrée en vigueur du présent Accord. L'Organisation de l'Aviation Civile internationale, en consultation avec le Président de la Commission européenne de l'Aviation civile convoque la réunion en avisant les Etats contractants au moins trois mois à l'avance.

2. Tout projet d'amendement à l'Accord doit être approuvé lors de ladite réunion par la majorité des Etats contractants, les deux tiers des Etats contractants devant être représentés pour que la réunion puisse avoir lieu.

3. L'amendement entre en vigueur, à l'égard des Etats qui l'ont ratifié, après ratification par le nombre d'Etats contractants spécifié lors de ladite réunion ou à toute date ultérieure qui pourrait être fixée par celle-ci

Article 16

Le présent Accord s'applique au territoire métropolitain des Etats contractants. Tout Etat contractant peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion, spécifier, dans une déclaration adressée au Secrétaire général de l'Organisation de l'Aviation civile internationale, le ou les territoires qui doivent être considérés comme territoire métropolitain aux fins du présent Accord.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dument autorisés, ont signé le présent Accord.

FAIT à Paris, le vingt-deux avril mil neuf cent soixante, en un exemplaire unique en français anglais et espagnol, chacun de ces textes faisant également foi.

Le présent Accord est déposé auprès de l'Organisation de l'Aviation civile internationale, et le Secrétaire général de cette Organisation doit en adresser des copies certifiées conformes à tous les Etats membres de l'Organisation.

Autriche, Belgique, Finlande, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Portugal, Espagne, Suède, Suisse, Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord

ANNEXE A L'ACCORD

Liste des documents

Les documents à produire aux termes de l'article 3 du présent Accord, auquel la liste ci-après est jointe en Annexe, sont les suivants :

a) un certificat de navigabilité délivré, renouvelé ou validé au cours de la période de soixante jours qui précède immédiatement la date de la demande

formulée en application des dispositions de l'article 2 de l'Accord :

b) le manuel de vol de l'aéronef, ou tout autre document admis pour certaines catégories d'aéronefs par les dispositions de l'annexe à la Convention relative à l'Aviation civile internationale qui est applicable, indiquant les données sous une forme qui permette à l'aéronef de satisfaire aux règles d'exploitation, ainsi qu'à toute limite d'emploi complétant ces règles, en vigueur dans l'Etat qui doit immatriculer l'aéronef, à moins que ledit Etat ne renonce explicitement à cette exigence;

c) le manuel d'entretien de l'aéronef établi de manière à fournir tous les renseignements appropriés sur le maintien de l'aptitude au vol de l'aéronef;

d) un devis de poids indiquant le « poids à vide » vérifié de l'aéronef et le centrage correspondant, ainsi que les centrages limites admissibles. Le « poids à vide » comprendra le poids de tout le lest fixe, du carburant non utilisable, de l'huile non vidangeable, de la totalité du liquide de refroidissement et du fluide des circuits hydrauliques, ainsi que le poids de tous les accessoires, instruments, équipements et appareils (y compris les appareils de radio et leurs contenants, et tous autres éléments considérés comme inamovibles); le devi de poids comprendra, en outre, la liste des accessoires, équipements, appareils et autres éléments considérés comme amovibles; il indiquera leurs poids respectifs et leur position par rapport au centre de gravité;

e) les états d'inspection et d'entretien nécessaires pour permettre à l'Etat qui doit immatriculer l'aéronef de s'assurer que cet aéronef peut satisfaire aux normes de navigabilité dudit Etat.

ΔΙΕΘΝΗΣ ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Περὶ Πιστοποιητικῶν Πλωϊμότητος
εἰσαγομένων ἀεροσκαφῶν.

ΤΑ ΥΠΟΓΡΑΨΑΝΤΑ
ΤΗΝ ΠΑΡΟΥΣΑΝ ΣΥΜΦΩΝΙΑΝ ΚΡΑΤΗ

Λαβόντα ὑπ' ὄψιν:

Ὅτι ἡ ὑπογραφεῖσα ἐν Σικάγῳ, τὴν 7ην Δεκεμβρίου 1944, Σύμβασις «περὶ Διεθνούς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας» περιλαμβάνει διατάξεις τινὰς περὶ Πιστοποιητικῶν Πλωϊμότητος.

Ὅτι δὲν ὑφίσταται ἐν τούτοις πολυμερὴς συμφωνία διὰ τὴν ἐκδοσὶν καὶ ἀναγνώρισιν ἰσχύος πιστοποιητικῶν πλωϊμότητος ἀεροσκαφῶν εἰσαγομένων ἐκ τινος Κράτους εἰς ἕτερον, καὶ

Ὅτι εἶναι ἐπιθυμητὴ ἡ σύναψις τοιούτων συμφωνιῶν ὅσον ἀφορᾷ τὰ ἐν λόγῳ ἀεροσκάφη.

Συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν κάτωθι:

Ἄρθρον 1.

Ἡ παρούσα Συμφωνία ἔχει ἐφαρμογὴν μόνον ἐπὶ πολιτικῶν ἀεροσκαφῶν κατασκευαζομένων ἐπὶ τοῦ ἐδάφους Συμβαλλομένου Κράτους καὶ εἰσαγομένων ἐξ ἐνός Συμβαλλομένου Κράτους εἰς ἕτερον ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι τὰ ἀεροσκάφη ταῦτα:

α) κατασκευάσθησαν συμφώνως πρὸς τοὺς ἐφαρμοζομένους νόμους, κανονισμοὺς καὶ ἀπαιτήσεις περὶ πλωϊμότητος τοῦ Κράτους κατασκευῆς,

β) ἐκπληροῦν τὰ κατώτατα ὅρια τῶν ἐφαρμοζομένων κανόνων περὶ πλωϊμότητος τῶν καθιερωθέντων δυνάμει τῶν διατάξεων τῆς Συμβάσεως περὶ Διεθνούς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας,

γ) δύνανται νὰ ἀνταποκριθῶν πρὸς τὰς ἀπαιτήσεις τῶν κανονισμῶν ἐκμεταλλεύσεως τοῦ Κράτους εἰσαγωγῆς καὶ

δ) ἀνταποκρίνονται πρὸς ἅπαντας τοὺς κοινοποιηθέντας συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἁρθροῦ 4 τῆς παρούσης συμφωνίας εἰδικούς ὁρους.

Ἄρθρον 2.

1) Ἐὰν Συμβαλλόμενον Κράτος ἤθελε λάβει αἰτησὶν τινα περὶ Πιστοποιητικοῦ Πλωϊμότητος ἀεροσκάφους εἰσαχθέντος

ἢ εἰσαχθισμένου εἰς τὸ ἐδαφὸς τοῦ καὶ προοριζομένου ἐν συνεχείᾳ νὰ καταχωρισθῇ εἰς τὸ νηολόγιον τούτου, ὀφείλει, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν ἐτέρων διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας:

α) νὰ ἀναγνώρισῃ τὴν ἰσχύον τοῦ ὑπάρχοντος πιστοποιητικοῦ πλωϊμότητος τοῦ ἐν λόγῳ ἀεροσκάφους, ἢ

β) νὰ ἐκδώσῃ νέον πιστοποιητικόν.

2) Ἐν τούτοις, ἐὰν τὸ ἐν λόγῳ Κράτος προτιμᾷ νὰ ἐκδώσῃ νέον πιστοποιητικόν, δύναται ἐν ἀναμονῇ τῆς ἐκδόσεως τούτου, νὰ ἀναγνώρισῃ τὴν ἰσχύον τοῦ ἤδη ὑπάρχοντος τοιούτου διὰ περιόδον μὴ ὑπερβαίνουσαν τοὺς ἑξ μῆνας ἢ διὰ τὴν περιόδον τῆς διαρκείας ἰσχύος τοῦ ὑπάρχοντος πιστοποιητικοῦ, ἐφ' ὅσον ἡ τελευταία αὕτη εἶναι μικροτέρα τῶν ἑξ μηνῶν.

Ἄρθρον 3.

Πᾶσα συμφώνως τῷ ἁρθρῳ 2 αἰτήσεις περὶ ἐκδόσεως ἢ ἀναγνώσεως ἰσχύος πιστοποιητικοῦ πλωϊμότητος, δεόν ὅπως συνοδεύεται ὑπὸ τῶν ἐν τῷ Καταλόγῳ τοῦ Παραρτήματος τῆς παρούσης Συμφωνίας καθοριζομένων ἐντύπων.

Ἄρθρον 4.

Πᾶν Συμβαλλόμενον Κράτος εἰς δ' ὑπεβλήθη αἰτησις συμφώνως τῷ ἁρθρῳ 2 τῆς παρούσης Συμφωνίας θὰ δικαιούται νὰ ἐξαρθρήσῃ τὴν ἀναγνώρισιν ἰσχύος τοῦ πιστοποιητικοῦ ἐκ τῆς ἐκπληρώσεως παντός εἰδικοῦ ὅρου κοινοποιηθέντος πρὸς ἅπαντα τὰ Συμβαλλόμενα Κράτη καὶ ἐφαρμοζομένου κατὰ τὸν ἴδιον χρόνον διὰ τὴν ἐκδοσὶν πιστοποιητικῶν τῶν ἀεροσκαφῶν τοῦ. Τὸ δικαίωμα τοῦτο θὰ ἀσκήται κατόπιν προηγουμένης συνεννοήσεως:

α) μετὰ τοῦ Κράτους τὸ ὁποῖον ἐχορήγησεν εἰς τὸ ἐν λόγῳ ἀεροσκάφος τὸ ἐν ἰσχύϊ πιστοποιητικὸν πλωϊμότητος, καὶ

β) τῇ αἰτήσῃ τοῦ ἐν λόγῳ Κράτους, ἐπίσης μετὰ τοῦ Κράτους ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποῖου κατασκευάσθη τὸ ἀεροσκάφος.

Ἄρθρον 5.

1) Πᾶν Συμβαλλόμενον Κράτος ἐπιφυλάσσεται τοῦ δικαίωματος νὰ ἀναβάλῃ τὴν ἐκδοσὶν ἢ ἀναγνώρισιν ἰσχύος πιστοποιητικοῦ πλωϊμότητος ἀεροσκάφους εἰσαχθέντος ἢ εἰσαχθισμένου εἰς τὸ ἐδαφὸς τοῦ ἐάν. τὸ ἐν λόγῳ ἀεροσκάφος:

α) φαίνεται νὰ ἐτύγχανε συντηρήσεως ὑπὸ ἐνδύτης κατωτέρας τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τῶν κανονικῶς υἱοθετηθέντων ὑπ' αὐτοῦ κανόνων συντηρήσεως.

β) φαίνεται νὰ παρουσιάζῃ χαρακτηριστικὰ ἀπαράδεκτα διὰ τὸ ἐν λόγῳ Κράτος.

γ) φαίνεται νὰ μὴ πληροῖ τοὺς ὁρους τοὺς τιθεμένους ὑπὲρ τῆς νομοθεσίας, τῶν κανονισμῶν καὶ τῶν ἐφαρμοστέων ἀπαιτήσεων περὶ πλωϊμότητος τοῦ Κράτους κατασκευῆς τοῦ ἀεροσκάφους ἢ

δ) ὑπάγεται εἰς τὴν προβλεπομένην ὑπὸ τῶν διατάξεων τοῦ ἁρθροῦ 1, ὑποπαράγρ. γ' τῆς παρούσης Συμφωνίας κατηγορίαν καὶ δὲν δύναται τὴν στιγμὴν ταύτην νὰ ἀνταποκριθῇ πρὸς τὰς ἀπαιτήσεις τῶν κανονισμῶν ἐκμεταλλεύσεως τοῦ Κράτους εἰσαγωγῆς.

2) Εἰς τὰς περιπτώσεις τὰς μνημονευομένας ἐν ὑποπαράγραφοις α', β' καὶ γ' τῆς ὡς ἄνω παραγρ. 1 ἑκαστον Συμβαλλόμενον Κράτος δύναται ὁμοίως νὰ ἀρνήσῃ τὴν ἐκδοσὶν ἢ ἀναγνώρισιν ἰσχύος πιστοποιητικοῦ πλωϊμότητος κατόπιν συνεννοήσεως μετὰ τοῦ Κράτους τὸ ὁποῖον ἐχορήγησε τὸ ἐν ἰσχύϊ πιστοποιητικὸν πλωϊμότητος καί, ἐφ' ὅσον τοῦτο ἤθελεν αἰτηθῇ ὑπὸ τοῦ τελευταίου τούτου, ἐπίσης μετὰ τοῦ Κράτους εἰς τὸ ἐδαφὸς τοῦ ὁποῖου κατασκευάσθη τὸ ἀεροσκάφος.

Ἄρθρον 6.

Πᾶν Συμβαλλόμενον Κράτος τὸ ὁποῖον ἀναγνώριζεν τὴν ἰσχύον πιστοποιητικοῦ πλωϊμότητος συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἁρθροῦ 2 τῆς παρούσης Συμφωνίας δεόν, ἅμα τῇ ἐκποσῇ τῆς περιόδου τῆς ἐν λόγῳ ἀναγνώσεως, εἴτε νὰ παραιτήσῃ τὴν ἰσχύον τοῦ ἤδη ὑπάρχοντος τοιούτου, ὑπὸ τοὺς ἰδίους ὁρους τοὺς ἐπιβαλλομένους ὑπὸ τοῦ Κράτους τούτου διὰ τὴν ἀνανέωσιν τῶν ἰδίων του πιστοποιητικῶν, ἢ νὰ ἐκδίδῃ νέον πιστοποιητικόν. Οὐχ ἥττον, τὸ ἐν λόγῳ Κράτος δύναται, πρὶν ἢ προβῇ εἰς τοιαύτην ἐνέργειαν νὰ συμβουλευθῇ τὸ Κράτος ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποῖου κατασκευάσθη τὸ ἐν λόγῳ ἀεροσκάφος ἢ πρὸς οἰονδήποτε Συμβαλλόμενον Κράτος εἰς τὸ ὁποῖον ἦτο προηγουμένως νηλογημένον.

*Άρθρον 7.

Ἐκαστον Συμβαλλόμενον Κράτος θέλει τηρῇ κατὰ τὸ δυνατόν πλήρως ἐνήμερα τὰ λοιπὰ Συμβαλλόμενα Κράτη, περὶ τῶν νόμων του, κανονισμῶν καὶ ἀπαιτήσεων περὶ πλωϊμότητος, συμπεριλαμβανομένων τῶν συμπληρωματικῶν κανονισμῶν ἐκμεταλλεύσεως ὡς καὶ περὶ τῶν ἀπὸ καιροῦ εἰς καιρὸν ἐπενεχθησομένων τροποποιήσεων αὐτῶν. Ἐπίσης, θὰ παρέχῃ ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, τῇ αἰτήσῃ Συμβαλλομένου Κράτους προτιθεμένου νὰ ἐφαρμόσῃ τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 2 τῆς παρούσης Συμφωνίας, λεπτομερεῖς πληροφορίες περὶ τῶν νόμων του, κανονισμῶν καὶ ἀπαιτήσεων περὶ πλωϊμότητος βάσει τῶν ὁποίων τοῦτο εἶχεν ἐκδόσει ἢ ἀναγνώρισῃ τὴν ἰσχὺν πιστοποιητικοῦ πλωϊμότητος.

*Άρθρον 8.

Συμβαλλόμενον Κράτος εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου κατασκευάσθῃ ἀεροσκάφος καὶ ἐκ τοῦ ὁποίου ἐξάγεται εἰς ἕτερον Συμβαλλόμενον Κράτος τὸ ὁποῖον ἐν συνεχείᾳ χορηγῇ εἰς τὸ ἀεροσκάφος τοῦτο ἐν ἰσχύϊ πιστοποιητικὸν πλωϊμότητος, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 2, θέλει:

α) ἀνακοινῶσι πρὸς ἅπαντα τὰ Συμβαλλόμενα Κράτη λεπτομερεῖς πληροφορίες ἐπὶ τῶν υποχρεωτικῶν τροποποιήσεων καὶ ἐπιθεωρήσεων αἰτινες δυνατόν ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν νὰ ἀπαιτηθῶσι διὰ τὸν τύπον τοῦ ἐν λόγῳ ἀεροσκάφους, καὶ

β) παρέχει, κατόπιν αἰτήσεως, εἰς πᾶν Συμβαλλόμενον Κράτος, ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, πληροφορίες καὶ συμβουλὰς περὶ:

i) τῶν ὄρων ὑφ' οὓς ἀρχικῶς ἐξεδόθη τὸ πιστοποιητικὸν πλωϊμότητος διὰ τὸ ἐν λόγῳ ἀεροσκάφος καὶ

ii) πάσης οὐσιώδους ἐπισκευῆς μὴ δυναμένης νὰ γίνῃ τῇ βοηθείᾳ τῶν σχεδίων ἐπισκευῶν τῶν περιλαμβανομένων εἰς τὸ Ἑγχειρίδιον συντηρήσεως τοῦ τύπου τούτου ἀεροσκαφῶν ἢ διὰ τῆς συναρμολογήσεως τῶν τμημάτων τῶν ἀνταλλακτικῶν.

*Άρθρον 9.

Ἡ διὰ τὴν ἐφαρμογὴν (τῶν διατάξεων) τῆς παρούσης Συμφωνίας ἀκολουθητέα διαδικασία δύναται ν' ἀποτελέσῃ ἀντικείμενον ἀπ' εὐθείας συνεννοήσεων μεταξὺ τῶν ἀρμοδίων Ἀρχῶν τῶν ἐπιφορτισμένων παρ' ἑκάστῳ τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν μὲ τὴν ἐκδοσὶν καὶ ἀναγνώρισιν τῆς ἰσχύος τῶν πιστοποιητικῶν πλωϊμότητος. Διὰ τοὺς σκοποὺς τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἡ ἀπόφασις Συμβαλλομένου Κράτους ὡς πρὸς τὴν ἐρμηνείαν ἢ ἐφαρμογὴν τῶν ἰδίων αὐτοῦ νόμων, κανονισμῶν καὶ ἀπαιτήσεων περὶ πλωϊμότητος, θὰ εἶναι τελικὴ καὶ θὰ δεσμεύῃ τὰ ἕτερα Συμβαλλόμενα Κράτη.

*Άρθρον 10.

1) Ἡ παρούσα Συμφωνία θὰ εἶναι ἀνοικτὴ πρὸς ὑπογραφήν ὑπὸ τῶν Κρατῶν - Μελῶν τῆς Εὐρωπαϊκῆς Ἐπιτροπῆς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας.

2) Θέλει ἐπικυρωθῇ ὑπὸ τῶν υπογραψάντων Κρατῶν.

3) Τὰ ὄργανα ἐπικυρώσεως θέλουσι κατατεθῇ παρὰ τῷ Ὀργανισμῷ Διεθνούς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας.

*Άρθρον 11.

1) Εὐθὺς ὡς δύο ἐκ τῶν υπογραψάντων Κρατῶν ᾗθελον καταθέσει τὰ ὄργανα ἐπικυρώσεως τῶν τῆς παρούσης Συμφωνίας, αὕτη θέλει τεθῇ ἐν ἰσχύϊ μεταξὺ αὐτῶν, ἀπὸ τῆς τριακοστῆς ἡμέρας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καταθέσεως τοῦ δευτέρου ὁργάνου ἐπικυρώσεως. Θέλει τεθῇ ἐν ἰσχύϊ, δι' ἕκαστον Κράτος ὅπερ καταθέτει τὸ ὄργανόν του ἐπικυρώσεως μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην, τριάκοντα ἡμέρας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καταθέσεως τοῦ τοιοῦτου ὁργάνου.

2) Εὐθὺς ὡς ἡ παρούσα Συμφωνία τεθῇ ἐν ἰσχύϊ δέον ὅπως καταχωρισθῇ παρὰ τοῖς Ἡνωμένοις Ἐθνεσι ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τοῦ Ὀργανισμοῦ Διεθνούς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας.

*Άρθρον 12.

1) Ἡ παρούσα Συμφωνία θέλει παραμείνῃ ἀνοικτὴ πρὸς ὑπογραφήν ἐπὶ ἑξ ἡμέρας ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος της. Μετὰ ταῦτα, θὰ εἶναι ἀνοικτὴ πρὸς προσχώρησιν μὴ υπογραψάντων Κρατῶν - Μελῶν τῆς Εὐρωπαϊκῆς Ἐπιτροπῆς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας.

Μετὰ δύο ἔτη ἀπὸ τῆς ἀρχικῆς ἰσχύος της, θὰ εἶναι ἀνοικτὴ ἐπίσης πρὸς προσχώρησιν Κρατῶν - Μελῶν τοῦ Ὀργανισμοῦ Διεθνούς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας ἅτινα δὲν εἶναι μέλη τῆς Εὐρωπαϊκῆς Ἐπιτροπῆς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας.

2) Ἡ προσχώρησις Κράτους πραγματοποιεῖται διὰ τῆς καταθέσεως ὁργάνου ἐπικυρώσεως παρὰ τῷ Ὀργανισμῷ Διεθνούς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας καὶ τίθεται ἐν ἰσχύϊ τὴν τριακοστὴν ἡμέραν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καταθέσεως.

*Άρθρον 13.

1) Πᾶν Συμβαλλόμενον Κράτος δύναται νὰ καταγγεῖλῃ τὴν παρούσαν Συμφωνίαν δι' ἐγγράφου ἀνακοινώσεως πρὸς τὸν Πρόεδρον τῆς Εὐρωπαϊκῆς Ἐπιτροπῆς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας καὶ πρὸς τὸν Ὀργανισμὸν Διεθνούς Ὀργανώσεως Πολιτικῆς Ἀεροπορίας.

2) Ἡ ἰσχὺς τῆς καταγγελίας ἀρχεῖται ἀπὸ τῆς τριακοστῆς ἡμέρας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας λήψεως ὑπὸ τοῦ Ὀργανισμοῦ Διεθνούς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας τῆς ἀνακοινώσεως τῆς καταγγελίας, ἀλλὰ μόνον ὡς πρὸς τὸ καταγγέλλον Κράτος, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι:

α) αἱ διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 8 τῆς παρούσης Συμφωνίας θὰ συνεχίσουν ἰσχύουσαι ἐπὶ πέντε ἔτη ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἰσχύος τῆς καταγγελίας ὡς πρὸς ἀεροσκάφος διὰ τὸ ὁποῖον ἀνεγνωρίσθῃ ἡ ἰσχὺς ἢ ἐξεδόθῃ πιστοποιητικὸν πλωϊμότητος συμφώνως πρὸς τοὺς ὅρους τῆς παρούσης Συμφωνίας.

β) αἱ διατάξεις τῶν ἀρθρῶν 1 ἕως 7 καὶ 9 θὰ συνεχίσουν ἰσχύουσαι ἐπὶ δύο ἔτη ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἰσχύος τῆς καταγγελίας ὡς πρὸς ἀεροσκάφος διὰ τὸ ὁποῖον ὑπεβλήθῃ αἰτήσεις πρὸς τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην διὰ τὴν ἀναγνώρισιν ἢ ἐκδοσὶν πιστοποιητικοῦ πλωϊμότητος συμφώνως πρὸς τοὺς ὅρους τῆς παρούσης Συμφωνίας.

*Άρθρον 14.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τοῦ Ὀργανισμοῦ Διεθνούς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας θὰ γνωστοποιῇ πρὸς τὸν Πρόεδρον καὶ ἅπαντα τὰ Κράτη - Μέλη τῆς Εὐρωπαϊκῆς Ἐπιτροπῆς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας καὶ πρὸς οἰονδήποτε προσχωρήσῃ εἰς τὴν παρούσαν Συμφωνίαν Κράτος:

α) τὴν κατάθεσιν ὁργάνου ἐπικυρώσεως ἢ προσχώρησεως καὶ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτης, ἐντὸς δέκα πέντε ἡμερῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καταθέσεως, καὶ

β) τὴν λήψιν πάσης γνωστοποιήσεως καταγγελίας καὶ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτης, ἐντὸς δέκα πέντε ἡμερῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας λήψεως.

2) Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τοῦ Ὀργανισμοῦ Διεθνούς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας θὰ γνωστοποιῇ ἐπίσης πρὸς τὸν Πρόεδρον καὶ τὰ Κράτη - Μέλη τῆς Εὐρωπαϊκῆς Ἐπιτροπῆς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας τὴν ἡμερομηνίαν ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς παρούσης Συμφωνίας συμφώνως τῇ παρ. 1 τοῦ ἀρθροῦ 11.

*Άρθρον 15.

1) Διὰ νὰ εἶναι ἀποδεκτὴ αἰτήσις περὶ συγκλήσεως συσκέψεως τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν πρὸς ἐξέτασιν προτάσεως περὶ πιθανῶν τροποποιήσεων τῆς Συμφωνίας δέον ὅπως αὕτη ἀπευθύνῃται πρὸς τὸν Ὀργανισμὸν Διεθνούς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας ἐκ μέρους τοῦλάχιστον τῶν εἰκοσι πέντε τοῖς ἐκατὸ, (250) ο τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν καὶ τοῦλάχιστον δώδεκα μῆνας μετὰ τὴν ἐναρξιν ἰσχύος τῆς παρούσης Συμφωνίας. Ὁ Ὀργανισμὸς Διεθνούς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας ἐν συνεννοήσει μετὰ τοῦ Προέδρου τῆς Εὐρωπαϊκῆς Ἐπιτροπῆς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας θέλει συγκαλέσῃ τὴν σύσκεψιν γνωστοποιῶν τοῦτο εἰς τὰ Συμβαλλόμενα Κράτη τοῦλάχιστον τρεῖς μῆνας ἐνωρίτερον.

2) Πᾶσα προτεινομένη τροποποίησις τῆς Συμφωνίας δέον νὰ ἐγκριθῇ κατὰ τὴν ἐν λόγῳ σύσκεψιν ὑπὸ τῆς πλειονότητος ἀπάντων τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν, ἀπαιτουμένης τῆς παρουσίας τῶν δύο τρίτων τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν διὰ τὴν ὑπαρξιν ἀπαρτίας πρὸς ἐναρξιν τῶν ἐργασιῶν τῆς συσκέψεως.

3) Ἡ τροποποίησις θέλει τεθῇ ἐν ἰσχύϊ ὡς πρὸς τὰ ἐπικυρώσαντα ταύτην Κράτη μετὰ τὴν ἐπικύρωσιν ὑπὸ τοῦ καθορισθησομένου ὑπὸ τῆς ἐν λόγῳ συσκέψεως ἀριθμοῦ Κρατῶν ἢ

από της υπό της αὐτῆς συσχέψεως, καθορισθεσμένης ἡμερομηνίας.

*Άρθρον 16.

Ἡ παρούσα Συμφωνία θὰ ἐφαρμόζεται δι' ὅλα τὰ μητροπολιτικά ἐδάφη τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν. Ἐκαστον Συμβαλλόμενον Κράτος δύναται, κατὰ τὸν χρόνον καταθέσεως τοῦ ὀργάνου τοῦ ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως, νὰ καθορίσῃ διὰ δηλώσεως ἀπευθυνομένης πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Ὁργανισμοῦ Διεθνούς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας τὸ ἔδαφος ἢ τὰ ἐδάφη ἅτινα δεόν νὰ θεωροῦνται ὡς μητροπολιτικά ἐδάφη διὰ τοὺς σκοποὺς τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Εἰς πίστωσιν τῶν ἀνωτέρω, οἱ κάτωθι ὑπογεγραμμένοι, δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι, ὑπέγραψαν τὴν παρῶσαν Συμφωνίαν.

Ἐγένετο ἐν Παρισίοις, τὴν εἰκοστὴν δευτέραν ἡμέραν τοῦ μηνὸς Ἀπριλίου τοῦ χιλιοστοῦ ἑνεακοσιοστοῦ ἐξήκοστοῦ ἔτους εἰς ἓν μόνον ἀντίτυπον εἰς τὴν γαλλικὴν, ἀγγλικὴν καὶ ἰσπανικὴν, καὶ τῶν τριῶν κειμένων ἔχοντων ἴσην αὐθεντικότητα.

Ἡ Συμφωνία αὕτη θέλει κατατεθῇ παρὰ τῷ Ὁργανισμῷ Διεθνούς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας καὶ ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τοῦ ἐν λόγω Ὁργανισμοῦ θέλει ἀποστείλῃ κεκυρωμένα ἀντίγραφα αὐτῆς πρὸς ἅπαντα τὰ Κράτη-Μέλη.

Αὐστρία, Βέλγιον, Δανία, Φινλανδία, Γαλλία, Ὁμοσπονδιακὴ Δημοκρατία τῆς Γερμανίας, Νορβηγία, Πορτογαλία, Ἰσπανία, Σουηδία, Ἑλλάς, Ἰσλανδία, Ἱρλανδία, Ἰταλία, Λουξεμβούργον, Ὀλλανδία, Ἑλβετία, Τουρκία, Ἡνωμένον Βασίλειον.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΤΗΣ ΣΥΜΦΩΝΙΑΣ

Κατάλογος Ἐντύπων

Τὰ ἀπαιτηθῆσόμενα ἔντυπα συμφώνως πρὸς τοὺς ὅρους τῆς παρούσης Συμφωνίας ἢς ἡ παρούσα κατάστασις ἀποτελεῖ συντηρῶμενον Παράρτημα, εἶναι τὰ ἀκόλουθα:

α) πιστοποιητικὸν πλωϊμότητος ἐκδοθὲν ἢ ἀνανεωθὲν ἢ ἀναγνωρισθὲν ἐντὸς περιόδου ἐξήκοντα ἡμερῶν ἀμέσως πρὸ τῆς ἡμερομηνίας ὑποβολῆς συμφώνως τῷ ἀρθρῷ 2 τῆς Συμφωνίας.

β) τὸ ἐγχειρίδιον πτήσεως τοῦ ἀεροσκάφους, ἢ πᾶν ἕτερον ἔντυπον ἐπιτρεπόμενον δι' ὠρισμένην κατηγορίαν ἀεροσκαφῶν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Παραρτήματος τῆς Συμβάσεως περὶ Διεθνούς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας, ἐμφαίνον τὰ στοιχεῖα ὑπὸ τύπον ἐπιτρέποντα εἰς τὸ ἀεροσκάφος νὰ ἀνταποκρίνεται πρὸς τοὺς κανόνας ἐκμεταλλεύσεως, ὡς καὶ πρὸς πάντα περιορισμὸν ὁλοκληροῦντα τοὺς κανόνας τούτους, οἵτινες ἰσχύουν εἰς τὸ Κράτος παρὰ τῷ ὁποίῳ θὰ νηολογηθῇ τὸ ἀεροσκάφος, ἐκτὸς ἐὰν τὸ Κράτος τοῦτο εἰδικῶς παραιτηθῇ τῆς ἀπαιτήσεως ταύτης.

γ) τὸ ἐγχειρίδιον συντηρήσεως ἀεροσκάφους συντεταγμένον κατὰ τρόπον παρέχοντα ἀπάσας τὰς ἀναγκαίας πληροφορίας περὶ τῆς διατηρήσεως τῆς πλωϊμότητος τοῦ ἀεροσκάφους.

δ) πῖνακα βάρους ἐμφαίνοντα τὸ βεβαιωθὲν «βάρος κενόν» τοῦ ἀεροσκάφους καὶ τὸ ἀντίστοιχον κέντρον βάρους, ὡς ἐπίσης καὶ τὰ ἐπιτρεπόμενα ὅρια τῶν κέντρων βάρους. Τὸ «βάρος κενόν» θὰ περιλαμβάνῃ τὸ βάρος τοῦ καθωρισμένου ἔρματος, τὰ μὴ χρησιμοποιούμενα καύσιμα, τὰ μὴ ἀποστραγγιζόμενα ἔλαια, τὸ συνολικὸν βάρος τοῦ ὑγροῦ τοῦ ὑδροφυκτικού συστήματος καὶ τοῦ ὑγροῦ τοῦ ὑδραυλικοῦ συστήματος ὡς καὶ τὸ βάρος ἀπάντων τῶν παρελκομένων, ὀργάνων, ἐξοπλισμοῦ καὶ ἐξαρτημάτων (συμπεριλαμβανομένης τῆς συσκευῆς ἀσυρμάτου καὶ τοῦ καλύμματός του καὶ παντὸς ἐτέρου τμήματος θεωρουμένου ὡς μὴ μετακινήτου). Ὁ πῖναξ βάρους θὰ περιλαμβάνῃ ἐπίσης κατάλογον παρελκομένων, ἐξοπλισμῶν, συσκευῶν καὶ ἐτέρων στοιχείων θεωρουμένων ὡς μετακινήτων μετὰ πληροφοριῶν περὶ τοῦ οἰκείου βάρους τῶν καὶ θέσεώς τῶν ἐν σχέσει πρὸς τὸ κέντρον βάρους.

ε) ἔντυπα ἐπιθεωρήσεως καὶ συντηρήσεως τοῦ ἀεροσκάφους ἀναγκαζοῦντα πρὸς διαβεβαίωσιν τοῦ Κράτους παρὰ τῷ ὁποίῳ θέλει νηολογηθῇ τοῦτο, ὅτι τὸ ἐν λόγω ἀεροσκάφος ἐκπληροῖ τοὺς ὅρους πλωϊμότητος τοῦ Κράτους τούτου.

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(2)

Β. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 537

Περὶ τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως τοῦ Β. Δ. 543) 1965 «περὶ εἰσιτηρίων, προαγωγικῶν καὶ ἀπολυτηρίων ἐξετάσεων εἰς τὰ σχολεῖα Γενικῆς Δευτεροβάθμίου (Μέσης) Ἐκπαιδεύσεως».

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἐχόντες ὑπ' ὄψιν τὸ ἀρθρον 12 τοῦ Ν. Δ. 4379) 1964 «περὶ ὁργανώσεως καὶ διοικήσεως τῆς Γενικῆς (Στοιχειώδους καὶ Μέσης) Ἐκπαιδεύσεως» ὡς καὶ γνώμην τοῦ Συμβουλίου Ἐπικρατείας περιλαμβανομένην εἰς τὴν ἀριθ. 495) 1966 πρᾶξιν αὐτοῦ, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῆς Ἑθνικῆς Παιδείας καὶ Θρησκευμάτων Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσαιμεν καὶ διατάσσομεν:

*Άρθρον 1.

Εἰς τὸ ἀρθρον 2 τοῦ Β. Δ. 543) 1965 «περὶ εἰσιτηρίων, προαγωγικῶν καὶ ἀπολυτηρίων ἐξετάσεων εἰς τὰ σχολεῖα Γενικῆς Δευτεροβάθμίου (Μέσης) Ἐκπαιδεύσεως» προστίθενται τρεῖς εἰσέτι παράγραφοι 7—9 ἔχουσαι ὡς ἀκόλουθως:

7. Οἱ ἐξ ἰδιωτικῶν σχολείων προσερχόμενοι μαθηταὶ δύνανται νὰ ὑποστοῦν τὴν κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος Δ)τος εἰσαγωγικὴν διὰ τὸ Λύκειον ἐξέτασιν τῶν καὶ εἰς τὸ ἰδιωτικὸν Λύκειον τοῦ Γυμνασίου ἐκ τοῦ ὁποίου προέρχονται, ἐνώπιον ἐπιτροπῆς ἀποτελουμένης ἐξ ἐνὸς φιλολόγου καὶ ἐνὸς μαθηματικοῦ ἢ φυσικοῦ ἐκ τῶν ὑπηρετούντων εἰς δημόσια σχολεῖα δευτεροβάθμίου (μέσης) ἐκπαιδεύσεως καὶ μὴ διδασκόντων ἢ ὅπωςδήποτε ἀποσχολουμένων εἰς τὸ ἰδιωτικὸν τοῦτο σχολεῖον καὶ ἐξ ἐνὸς φιλολόγου καὶ ἐνὸς μαθηματικοῦ ἢ φυσικοῦ ἐκ τῶν νομίμως διωρισμένων εἰς τὸ αὐτὸ ἰδιωτικὸν σχολεῖον. ἐπιλεγομένων ἀπάντων ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Ἐπιθεωρητοῦ Μέσης Ἐκπαιδεύσεως εἰς τὴν περιφέρειαν τοῦ ὁποίου εὐρίσκεται τὸ ἰδιωτικὸν σχολεῖον καὶ ὀριζομένων δι' ἀποφάσεώς του, κοινοποιουμένης καὶ εἰς τὸ Ὑπουργεῖον (Δ)σιν Ἰδιωτικῆς Ἐκπαιδεύσεως).

Τῆς ὡς ἄνω ἐξεταστικῆς ἐπιτροπῆς προίσταται ὁ ἐκ τῶν ὀριζομένων δημοσίων ἐκπαιδευτικῶν λειτουργῶν κατὰ βαθμὸν ἀνώτερος, ἐπὶ ὁμοιοβάθμων δὲ ὁ ἀρχαιότερος.

8. Οἱ ἐπιθυμοῦντες νὰ ὑποστοῦν τὰς διὰ τὸ Λύκειον εἰσιτηρίους ἐξετάσεις τῶν εἰς τὰ ἰδιωτικά σχολεῖα, κατὰ τὰ ἐν τῇ προηγουμένη παραγράφῳ 7 ὀριζόμενα, ὑποβάλλουν τὰ ὑπὸ τῆς παραγράφου 6 προβλεπόμενα δικαιολογητικά στοιχεῖα συμμετοχῆς τῶν εἰς τὰς εἰσαγωγικάς τοῦ Λυκείου ἐξετάσεις εἰς τὸν οἰκεῖον διευθυντὴν τοῦ ἰδιωτικοῦ Λυκείου, ὅστις πρὸ τῆς διενεργείας τῶν ἐξετάσεων, συγκαλεῖ τὴν κατὰ τὰ ὡς ἄνω ἐξεταστικὴν ἐπιτροπὴν πρὸς ἑλεγχον τῶν ὑποβληθέντων δικαιολογητικῶν, συντασσάμενον πρὸς τοῦτο πρακτικῶς.

9. Οἱ ἐνώπιον τῶν ἰδιωτικῶν σχολείων ὑφιστάμενοι τὰς εἰσιτηρίους διὰ τὸ Λύκειον ἐξετάσεις μαθηταὶ, ἐφ' ὅσον ἐπιτύχουν, δύνανται νὰ ἐγγραφῶν εἰς τὸ αὐτὸ ἢ ἄλλο ἰδιωτικὸν ἢ δημόσιον Λύκειον.

*Άρθρον 2.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἀρχεῖται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεως εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῆς Ἑθνικῆς Παιδείας καὶ Θρησκευμάτων Ὑπουργὸν ἀναθέτομεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Β. Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 21 Ἰουνίου 1966

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ

Β.

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΕΘΝ. ΠΑΙΔΕΙΑΣ ΚΑΙ ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΣΤ. ΑΛΛΑΜΑΝΗΣ

Β. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 538

(3)

Περὶ ἄρσεως τῆς ἀναδασώσεως ἐξ ἐκτάσεως 2.500 μ2 ἐν θέσει «Καλλιθέα — Λαγκάδι» Αἰγίου.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἐχοντες ὑπ' ὄψιν τὸ ἄρθρον 150 τοῦ Νόμου 4173)29 «Περὶ Δασικοῦ Κώδικος» καὶ πρότασιν τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῆς Γεωργίας Ὑπουργοῦ στηριζομένην εἰς τὴν ἀπὸ 28.2.1966 συμφωνοῦν γνώμωδότησιν τῆς Φιλοδασικῆς Ἐπιτροπῆς Αἰγίου καὶ τὴν ὑπ' ἀριθ. 3)21.10.1965 ὁμοίαν τοῦ Τεχνικοῦ Συμβουλίου Δασῶν Νομοῦ Ἀχαΐας, ἀπεφασίσταμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον μόνον

Αἶρομεν τὴν ὑφισταμένην πρᾶξιν ἀναδασώσεως ἐξ ἐκτάσεως δύο χιλιάδων πεντακοσίων (2.500) τετραγωνικῶν μέτρων, ἐν θέσει «Καλλιθέα — Λαγκάδι» περιοχῆς Αἰγίου, σημειουμένης διὰ τῶν στοιχείων α—β—γ—δ—α εἰς τὸ ἀπὸ Μαρτίου 1965 διάγραμμα ὑπὸ Κλίμακα 1 : 2.000, προσηρτημένου τῷ παρόντι, θεόντως τεθεωρημένου ὑπὸ τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῆς Γεωργίας Ὑπουργοῦ.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῆς Γεωργίας Ὑπουργὸν ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 11 Ἰουνίου 1966

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ

Β.

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΓΕΩΡΓΙΑΣ ΥΦΥΠΟΥΡΓΟΣ

Δ. ΚΩΣΤΗΣ

(4)

Εἰς τὸ δημοσιευθὲν εἰς τὸ ὑπ' ἀριθ. 74 Τ. Α' τῆς 31.3.1966 φύλλον τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως παραχωρητήριον Β. Διάταγμα Μεταλλείου ὑπ' ἀριθ. 276 τῆς 18.3.1966 ἐπιφέρονται αἱ κάτωθι διορθώσεις λόγῳ ἐσφαλμένης δημοσιεύσεως:

Ὑπ' ἀριθ. 276 Β.Δ. «περὶ ὁριστικῆς παραχωρήσεως μεταλλείου βωξίτου ἐν τῷ Ν. Βοιωτίας εἰς τοὺς Παν. Μπε-

νάκη, Παναγ. Γκρέκον κλπ.» 1) Παράγραφος 3η ἀντὶ τοῦ ἐσφαλμένως δημοσιευθέντος «τὴν ὑπ' ἀριθ. 20342)7.7.1965 προκήρυξιν» εἰς τὸ ὄρθον «τὴν ὑπ' ἀριθ. 20542)7.7.1965 προκήρυξιν». 2) Παράγραφος 3 ἀντὶ τοῦ ἐσφαλμένως δημοσιευθέντος «παραχωροῦμεν εἰς τοὺς α) Παναγιώτην Σ. Μπενάκη» εἰς τὸ ὄρθον «παραχωροῦμεν εἰς τοὺς α) Παναγιώτην Ι. Μπενάκη».

Ὁ Διευθυντὴς
Ν. ΠΕΤΡΑΚΑΚΗΣ

(5)

Εἰς τὸ ὑπ' ἀριθ. 256 ἀπὸ 18 Μαρτίου 1966 Β. Διάταγμα «περὶ ὁριστικῆς παραχωρήσεως μεταλλείου σιδήρου καὶ νικελίου ἐν τῷ Νομῷ Φθιώτιδος εἰς τὸν Νικ. Παναγόπουλον», δημοσιευθὲν εἰς τὸ ὑπ' ἀριθ. 69 τεύχος Α' τῆς 26.3.1966 φύλλον τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως ἐπιφέρεται ἡ κάτωθι διόρθωσις λόγῳ ἐσφαλμένης δημοσιεύσεως. Παράγραφος 4η περίοδος δευτέρα, στίχος 9ος ἀντὶ τοῦ ἐσφαλμένως δημοσιευθέντος «ἡ ὑπ' ἀριθ. 15344)23.7.1952 ἄδεια μεταλλευτικῶν ἐρευνῶν» εἰς τὸ ὄρθον «ἡ ὑπ' ἀριθ. 15544)23.7.1952 ἄδεια μεταλλευτικῶν ἐρευνῶν».

Ὁ Διευθυντὴς
Ν. ΠΕΤΡΑΚΑΚΗΣ

(6)

Εἰς τὸ ὑπ' ἀριθ. 296 ἀπὸ 21 Μαρτίου 1966 Β. Διάταγμα «περὶ ὁριστικῆς παραχωρήσεως μεταλλείου σιδηρομαγγανίου ἐν τῷ Νομῷ Φθιώτιδος εἰς τοὺς Κ. Βιολιτζήν, Δ. Μπουζάνην, Μιχ. Βαρλᾶν» δημοσιευθὲν εἰς τὸ ὑπ' ἀριθ. 84 τεύχος Α' τῆς 14.4.1966 φύλλον τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως ἐπιφέρεται ἡ κάτωθι διόρθωσις λόγῳ ἐσφαλμένης δημοσιεύσεως:

Παράγραφος 2α ἀντὶ τοῦ ἐσφαλμένως δημοσιευθέντος «2) τὴν ὑπ' ἀριθ. 35424)2.9.1965 προκήρυξιν» εἰς τὸ ὄρθον «2) τὴν ὑπ' ἀριθ. 35444)2.9.1965 προκήρυξιν».

Ὁ Διευθυντὴς
Ν. ΠΕΤΡΑΚΑΚΗΣ

Η ΔΙΕΥΘΥΝΣΙΣ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Απὸ 1 Ἰανουαρίου 1966 ἡ ἑτησία συνδρομὴ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν τμηματικῶς πωλουμένων φυλλῶν αὐτῆς καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεως ἐν τῇ Ἐφημερίδι τῆς Κυβερνήσεως, καθωρίσθησαν ὡς κάτωθι:

Α. ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

1. Διὰ τὸ Τεύχος Α'	Δραχ.	400
2. » » » Β'	»	350
3. » » » Γ'	»	300
4. » » » Δ'	»	500
5. » » » Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κλπ.	»	300
6. » » Παράρτημα	»	200
7. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν κλπ.	»	750
8. » » Δελτίον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	200
9. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παράρτημα καὶ τὸ Δελτίον	»	2.500

Οἱ Δῆμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσιν τὸ ἡμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογοῦν τὰ ἐξῆς ποσά:

1. Διὰ τὸ Τεύχος Α'	Δραχ.	20.—
2. » » » Β'	»	17,50
3. » » » Γ'	»	15.—
4. » » » Δ'	»	25.—
5. » » » Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δημ. Δικαίου κ.λ.π.	»	15.—
6. » » Παράρτημα	»	10.—
7. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	37,50
8. » » Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας.	»	10.—
9. » » Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη.....	»	125.—

Β. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἐκαστον φύλλον, μέχρις 8 σελίδων, τιμᾶται δραχ. 2, ἀπὸ 9 σελίδων καὶ ἄνω, ἐκτὸς εἰδικῶν περιπτώσεων, δραχ. 5.

Γ. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι. Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης:

Α'. Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δραχ.	200
2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν...	»	5.000
3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	1.000
4. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰ συνελεύσεις, ὡς καὶ τῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 32 τοῦ Ν. 3221)24 γνωστοποιήσεων.	»	500
5. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ.20)5)1939	»	100
6. Τῶν ὁλοκληρωθῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	2.000
7. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἐταιρειῶν	»	500
8. Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν	»	300
9. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων	»	2.000

10. Τῶν περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπευσιν ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἐταιρειῶν

Δραχ. 1.000

11. Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν

5.000

Β'. Δημοσιεύματα Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης

1. Τῶν καταστατικῶν	Δραχ.	500
2. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν....	»	200
3. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων	»	100
4. Τῶν ὁλοκληρωθῶν	»	500
5. Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων	»	500

ΙΙ. Εἰς τὸ Δ' τεύχος καὶ Παράρτημα

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων	»	200
2. Τῶν ἀδειῶν πωλήσεως ἱαματικῶν ὑδάτων...	»	500

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης ἐν γένει ὠρίσθη εἰς 5%.

Δ. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεία ἐναντὶ ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως ὅπου, μερίμνη τοῦ ενδιαφερομένου, ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ δύνανται ν' ἀποστέλλωνται καὶ εἰς ἀνάλογον συνάλλαγμα δι' ἐπιταγῆς ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις μὲν εἰς τὸ Ταμεῖον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου), ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημοσια Ταμεία, ὅπου ἀπὸ δίδεται εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ, συμφώνως πρὸς τὰ ὀριζόμενα διὰ τῶν ὑπ' ἀριθ. 192378)3639 τοῦ ἔτους 1947 (ΡΟΝΕΟ 185) καὶ 178048)5321)31.7.65 (ΡΟΝΕΟ 139) ἐγκυκλίων διαταγῶν τοῦ Γενικοῦ Λογιστηρίου τοῦ Κράτους. Ἐπὶ συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ ἀποστέλλομένων δι' ἐπιταγῶν, συναποστέλλεται διὰ τῶν ἐπιταγῶν καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστὸν.

Ο ΔΙΕΥΘΥΝΤΗΣ

Θ. ΚΩΣΤΟΜΗΤΣΟΠΟΥΛΟΣ

ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ